



Construire la souveraineté : agir au quotidien pour préparer le Québec de demain

Document d'orientation en vue
du Rassemblement national spécial de février 2003

Automne 2002



Construire la souveraineté : agir au quotidien pour préparer le Québec de demain

Document d'orientation

Nous, les membres du Comité national des jeunes du Parti Québécois, voulons réaffirmer notre engagement envers le Québec et son accession à la souveraineté. Faire du Québec un pays souverain disposant de la plénitude des pouvoirs demeure sans conteste la meilleure option pour la société québécoise. Ce but contribue à faire du Parti Québécois une formation politique unique. En effet, au-delà de tout, le Parti Québécois est un parti de convictions, animé par un idéal à atteindre. Au cours des années, le projet souverainiste s'est incarné à travers ces idéaux progressistes, culturels, identitaires et démocratiques. Héritiers et relayeurs de cette riche tradition, il est temps pour nous, militants souverainistes et membres du Parti Québécois de la nouvelle génération, d'apporter une autre pierre à l'édifice. Il faut réactualiser les fondements de notre engagement politique. Puisque le Québec a fait des gains importants au cours des 40 dernières années et que le contexte international a énormément changé depuis les débuts du mouvement souverainiste, il existe aujourd'hui de nouvelles raisons pour réaliser la souveraineté du Québec. Par cet exercice de réflexion, nous voulons esquisser notre vision des valeurs fondamentales de notre formation politique, une vision appuyée sur des objectifs précis et réalisables.

Cette réflexion s'impose : en 1995, les souverainistes ont perdu par une très faible marge. Quasi-victoire pour les uns, victoire morale pour les autres, le référendum de 1995 demeure néanmoins une défaite aux conséquences réelles. En effet, en n'accédant pas à la souveraineté, le Québec allait se voir priver de tous les outils nécessaires pour répondre à ses besoins pendant qu'il allait subir une charge sans précédent d'Ottawa. Après les coupes dans les transferts qui ont mis en péril le réseau de la santé, le gouvernement fédéral a renchéri avec le renvoi en Cour suprême, la Loi sur la clarté référendaire, le blocage des congés parentaux, l'union sociale et la Loi sur les jeunes contrevenants, pour ne nommer que ceux-là. Après le référendum de 1995, le gouvernement central a voulu briser non seulement toutes velléités souverainistes au Québec, mais également toutes volontés autonomistes.

Devant ce cul-de-sac fédéral et en attendant la volonté de la population de réaliser la souveraineté, le Québec ne peut pas et ne doit pas rester immobile. Nous, les jeunes du Parti Québécois, estimons qu'il est temps de faire un constat lucide. La voie référendaire empruntée jusqu'ici par le mouvement souverainiste s'inscrit dans une logique de tout ou rien, c'est-à-dire que la victoire assure 100 % de l'objectif, alors que dans la défaite, non seulement le Québec ne fait aucun gain, mais en plus il recule. La population se détourne de l'enjeu et le gouvernement central contre-attaque avec les résultats que l'on connaît. Tant et aussi longtemps que le Québec n'aura pas accédé au concert des nations, le Parti Québécois a la responsabilité de faire avancer le Québec, de le faire gagner. C'est pourquoi il nous faut construire la souveraineté, c'est-à-dire poser les jalons qui mèneront à terme sa réalisation.

Pour nous, les jeunes du Parti Québécois, ce document se veut notre contribution à cette réflexion, notre suggestion de plan d'action pour le futur. Très fiers des réalisations des deux derniers mandats, nous croyons qu'au-delà d'un bilan exceptionnel, il importe de proposer des projets mobilisateurs et visionnaires pour les prochaines années.

Les valeurs fondamentales du Parti Québécois

La prochaine campagne électorale permettra au Parti Québécois de présenter aux électeurs l'un des meilleurs bilans gouvernementaux que le Québec ait connus, ainsi qu'une plate-forme électorale qui réponde aux défis que notre nation doit relever. Plus encore, nous croyons que la prochaine campagne électorale sera l'occasion pour le Parti Québécois de se distinguer des autres formations politiques de par ses valeurs et de par les principes fondamentaux qui guident son action. En plus de la souveraineté, nous croyons que le Parti Québécois a toujours été animé par un idéal démocratique, par la volonté d'affirmer et de promouvoir la culture et l'identité québécoise, et par la volonté de construire un projet social progressiste. Ces principes sont à la base de notre engagement et de notre action politique. C'est à la fois par nos idéaux démocratiques, progressistes et identitaires, mais aussi pour les réaliser pleinement, que nous voulons faire du Québec un État souverain.

A. Idéal progressiste

C'est parce que nous sommes fermement convaincus que notre engagement au Parti Québécois repose sur un idéal progressiste que nous souhaitons construire une solidarité nouvelle, et ce, en adaptant notre idéal de progrès social aux réalités de demain. Convaincus d'appartenir à un Parti qui a toujours été porteur de progrès social, nous voyons l'assurance automobile, la loi anti-briseur de grève, la Loi sur la santé et la sécurité au travail, la protection du territoire agricole, la création du ministère de l'Environnement, l'assurance médicaments, Solidarité-jeunesse et la Loi sur l'équité salariale comme d'importantes réalisations ayant permis de jeter les bases d'une solidarité qui nous est chère.

Fiers des réalisations passées, mais conscients des problèmes d'aujourd'hui et de demain, notre attachement à l'égard de la justice sociale demeure inébranlable. Certes, il faut revoir nos solidarités et prendre acte des changements que le Québec a connus depuis les quarante dernières années, mais sans pour autant se détourner de l'objectif suivant : travailler à assurer une meilleure égalité des chances pour tous les Québécois.

Nous sommes convaincus que l'État a un rôle à jouer tant dans la création que dans la redistribution de la richesse. Pour assurer cette redistribution, la prospérité et la saine gestion des dernières années nous permettent de promouvoir la réduction du fardeau fiscal à la fois dans une perspective de croissance économique, mais aussi en fonction d'objectifs sociaux et environnementaux. Une fiscalité modulée pour la famille peut devenir un puissant outil social-démocrate.

Le Parti Québécois, ayant choisi le camp des progressistes, se doit de définir la «solidarité» non pas en termes de préservation des acquis, mais en termes de réponse aux problèmes socio-économiques émergents. Par conséquent, nous sommes convaincus de la pertinence de ne pas confondre social-démocratie et corporatisme. L'implantation des garderies à cinq dollars est une mesure sociale-démocrate parce que l'argent et les services se rendent directement aux citoyens, alors qu'étendre le décret de la construction à la machinerie de production s'apparente davantage à la recherche de rente corporatiste. Même si nous sommes convaincus de la pertinence de l'apport de la société civile dans les grands débats sociaux qui animent la société québécoise, nous croyons que le gouvernement doit faire preuve de leadership sans être menotté par des intérêts particuliers.

Soucieux d'assurer à la population des services de qualité, nous sommes convaincus que notre idéal de progrès social peut offrir à la fois accessibilité, proximité et efficacité des services, et ce, en exigeant une plus grande imputabilité de la part des gestionnaires publics. En fait, il nous apparaît plus important de changer les pratiques plutôt que les politiques; ainsi, nous laissons à d'autres le débat sur l'augmentation ou la réduction de la taille de l'État. Nous préférons nous concentrer sur un véritable enjeu: avoir «mieux» d'État pour offrir les meilleurs services possibles à la population.

B. Idéal culturel et identitaire

En adoptant la Loi 101, le Parti Québécois a posé le plus important geste fondateur du Québec moderne au niveau culturel et identitaire. La Charte de la langue française a établi la place fondamentale du français dans les lieux publics, dans les milieux de travail, dans l'enseignement, bref dans l'ensemble de la société. Ce sont des actions comme celles-ci qui ont fait en sorte qu'il n'y a aujourd'hui plus aucun doute: le Québec forme une nation ayant comme langue commune

le français et disposant d'une culture vivante et dynamique en terre d'Amérique. Plus récemment, le Parti Québécois a confirmé son engagement envers la culture québécoise avec la construction d'un complexe culturel qui accueillera l'OSM, le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec et de la Grande bibliothèque du Québec. Nous sommes les héritiers de cette volonté d'assurer la pérennité d'un lieu unique qui s'appelle le Québec où le caractère original se traduit à travers la vitalité de nos créateurs et à travers notre capacité d'être partie prenante de l'Amérique, mais inspiré par nos origines européennes et ouvert à la diversité du monde.

Nos parents et nos grands-parents ont mené une lutte de longue haleine pour la défense et la promotion de la culture québécoise et de la langue française. Si notre vigilance et notre ténacité à promouvoir nos institutions culturelles et identitaires sont testées de l'intérieur, il semble évident que pour notre génération, le défi de la diversité culturelle se jouera dorénavant à un autre niveau. En effet, le combat identitaire se joue en grande partie sur les tribunes internationales, ce qui rend la position actuelle du Québec problématique et son éventuelle souveraineté encore plus nécessaire.

Au niveau national, le Québec devra utiliser la faible marge de manœuvre dont il dispose pour mener un nouveau combat sur la langue : celui de la qualité. Si l'on veut parachever l'œuvre du premier gouvernement péquiste, il faut absolument que par son rayonnement, le français devienne un puissant facteur d'attraction, défi de taille dans un contexte de vieillissement de la population, dans l'ombre de l'envahissante culture américaine et devant l'importance démographique accrue de l'immigration.

Par ailleurs, l'immigration pose un nouvel enjeu identitaire en ce début de siècle. La faible natalité des dernières décennies décuple l'importance de l'immigration comme source de croissance démographique. Cela rend donc la réussite de l'intégration des nouveaux arrivants tout aussi névralgique. Plus que jamais, le Québec doit favoriser une immigration francophone ou francotrope et préférentiellement selon des caractéristiques socio-économiques qui vont contribuer largement à son intégration à la société.

Afin de développer et consolider le sentiment d'appartenance de ces nouveaux Québécois, mais également celui des plus jeunes générations, nous croyons qu'il est opportun de consacrer

officiellement la citoyenneté québécoise, ce qui reconnaîtrait une fois pour toute l'appartenance marquée et réelle au peuple du Québec. Cette citoyenneté se voudra un passeport pour une meilleure participation civique.

C. Idéal démocratique

Le Parti Québécois, à l'image de son chef fondateur René Lévesque, a toujours été animé par un idéal démocratique. Que ce soit en adoptant la Loi sur le financement des partis politiques ou la Loi sur les consultations populaires, les innovations apportées par le Parti Québécois au fonctionnement de nos institutions démocratiques ont modifié largement la vie politique au Québec. De plus, en rendant l'accession à la souveraineté tribulaire de la tenue d'un référendum gagnant, le Parti Québécois a démontré que son objectif fondamental est lui aussi foncièrement démocratique.

Il est aujourd'hui essentiel de poursuivre cet idéal de la vie démocratique en adaptant nos démarches en fonction de la désaffection citoyenne à l'égard de la chose politique. Des réformes s'imposent afin de faire du Québec un modèle de gouvernance démocratique. Ces réformes devront permettre de diminuer le cynisme de la population, d'améliorer la participation des citoyens à la vie démocratique et de revaloriser le rôle des élus.

Ces changements aux institutions et au mode de scrutin doivent également favoriser de nouvelles formules de répartition des pouvoirs adaptés aux besoins des régions du Québec. Il nous faut également compléter l'œuvre de René Lévesque et apporter les modifications qui s'imposent au financement des partis politiques.

Nous croyons que notre souci de promouvoir une société libre et démocratique prend un nouveau sens à l'ère de la mondialisation et de la construction des Amériques. Nous devons donc adapter notre action aux défis que pose l'augmentation des échanges et de la coopération entre les États. Notre idéal démocratique implique donc que le Québec prenne sa place dans le monde afin de s'assurer que l'augmentation des échanges commerciaux entre les États soit concomitante à l'amélioration de la vie démocratique, à la promotion des droits de la personne et à la poursuite d'une plus grande justice sociale.

Dix enjeux pour le Québec : des principes en action

Il va sans dire que les principes fondamentaux qui animent le Parti Québécois doivent nécessairement se traduire à travers ses actions et ses initiatives. Inspirés par notre conception de la philosophie du Parti Québécois, nous proposons dix chantiers où il nous faudra construire la souveraineté du Québec. En identifiant des grands objectifs à atteindre et les mesures pour y arriver, nous traçons les grandes lignes d'une action mobilisatrice pour notre formation politique au cours des prochains mois.

1. Déséquilibre fiscal

La capacité du Québec à offrir des politiques publiques progressistes est tributaire des ressources financières dont il dispose. Dans ce contexte, on ne saurait taire l'enjeu du déséquilibre fiscal. Tant et aussi longtemps que les besoins seront à Québec et l'argent à Ottawa, le gouvernement devra dire non de plus en plus souvent aux Québécois, non par manque de volonté et de convictions, mais par manque de ressources. À chaque semaine, le déséquilibre coûte 50 millions de dollars aux Québécois, ces millions étant gaspillés dans des programmes douteux de commandites propagandistes, dans des subventions inefficaces, dans des doublages inutiles et dans l'intrusion du fédéral dans les champs de compétence du Québec. À terme, c'est le projet social québécois qui est menacé.

Nous, les jeunes du Parti Québécois, estimons que l'urgence de la situation commande d'agir le plus rapidement possible. Puisqu'il s'agit du financement de services publics qui doivent être livrés quotidiennement à la population, le Parti Québécois doit trouver une solution à court terme. Appuyé par les conclusions du rapport Séguin et du forum sur le déséquilibre fiscal de l'automne, le gouvernement québécois doit obtenir un mandat fort de la part de la population afin de surmonter l'opposition d'Ottawa sur cette question. Pour disposer de la légitimité politique supplémentaire pour réaliser une telle action, le Parti Québécois devra envisager la possibilité de tenir une consultation populaire sur cette question parallèlement aux prochaines élections générales.

2. Économie et plein emploi

L'importante diminution du chômage depuis 1994 et la création de 120 000 emplois durant les six premiers mois de 2002 ont consacré la crédibilité économique du Parti Québécois. Au cours des prochaines années, de nouveaux enjeux vont progressivement prendre de l'importance dans l'espace économique québécois. La fin de la transition d'une économie axée sur la seule exploitation des ressources naturelles vers une économie à haute valeur rajoutée et le départ progressif à la retraite de milliers de baby-boomers ouvrent la porte à une possibilité qui paraissait inaccessible il n'y a pas si longtemps, à savoir le plein emploi.

Le premier ministre Bernard Landry a déjà annoncé l'intention de son gouvernement de faire du plein emploi un objectif pour 2005. Pour atteindre cet objectif, il faut tout d'abord favoriser encore davantage nos exportations, notamment grâce au libre-échange. Il faudra en outre consolider et développer les industries aérospatiale, pharmacologique, des technologies de l'informatique et des communications et des biotechnologies. L'énergie étant le moteur de l'économie, il faudra valoriser nos ressources renouvelables hydroélectriques et éoliennes. Il serait aussi souhaitable de mettre en branle un large plan pour accroître la productivité des entreprises québécoises, notamment celles œuvrant dans les ressources naturelles et dans le secteur manufacturier, et ce, à l'aide des outils déjà disponibles que sont Investissement Québec, la Financière du Québec, la Société générale de financement et l'ensemble des mesures fiscales du gouvernement québécois.

3. Lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale

Depuis la dernière décennie, les économies nord-américaines ont connu une croissance économique sans pareil. Par contre, cette croissance ne s'est pas toujours faite dans un cadre favorisant la meilleure redistribution possible. Déjà, le Parti Québécois a beaucoup fait pour diminuer les écarts entre les plus nantis et ceux dans le besoin : le Fonds de lutte à la pauvreté, les garderies à cinq dollars, la hausse du salaire minimum et une fiscalité progressive. Nous devons faire davantage : faire intervenir tous les groupes qui participent à l'épanouissement de la société québécoise.

Nous croyons que la réussite de la lutte à la pauvreté repose sur une action concertée avec les intervenants du milieu. Il nous faut reconnaître et supporter adéquatement l'intervention de première ligne des groupes communautaires et des organismes de développement local créés au cours des dernières années.

Des mesures concrètes doivent être mises en place afin d'atteindre l'équilibre social. D'ailleurs, le dépôt du projet de loi n° 112 accompagné d'une stratégie de lutte à la pauvreté par le gouvernement s'inscrit dans cette démarche. Le principe d'universalité des programmes sociaux doit être remis en place afin de réduire la catégorisation des prestataires. Nous devons pouvoir soutenir les citoyens avant que leur situation ne se détériore trop et qu'ils soient empêtrés dans les divers pièges de la pauvreté. Plutôt que d'attendre le dénuement financier du citoyen avant de l'aider, on doit construire autour des actifs de la personne afin de renforcer son autonomie et sa responsabilité sociale.

4. Éducation

Le Parti Québécois a compris depuis longtemps l'importance de l'éducation et de la formation professionnelle pour assurer le développement du Québec. En effet, le gouvernement a réinvesti 1 milliard de dollars dans le réseau de l'éducation depuis le Sommet du Québec et de la jeunesse et ce réinvestissement se poursuivra. Notre gouvernement a maintenu le gel des droits de scolarité depuis 1994 et les maintiendra gelés; il a rapatrié la formation professionnelle et technique, a révisé et actualisé les curriculums au primaire et secondaire et a finalement conclu des plans de réussite dans les écoles et des contrats de performance avec les universités.

Nous croyons toutefois qu'il faut nous attaquer de plein front aux nouveaux défis que posent à notre système d'éducation la dénatalité, la mondialisation et les nouvelles formes d'exclusion. En effet, nul besoin de « réinventer » le Québec, alors que notre système d'éducation a fait passer notre société d'une des moins scolarisées à l'une des plus scolarisées au monde.

Pour ce faire, il faut que la lutte au décrochage soit une priorité nationale avec les implications budgétaires et les réaménagements de notre système que cela suppose. Tous les efforts doivent être déployés afin que les élèves du Québec aient accès à des parcours enrichis, que ce soit ceux de sport-études ou ceux de nature académique. Les programmes de tutorat et d'aide aux devoirs doivent être multipliés à travers l'ensemble de notre territoire et cela passe par l'embauche de

ressources spécialisées. Nous proposons que le parascolaire vienne compléter ces mesures de lutte au décrochage scolaire. Il faut également ne pas hésiter à reconnaître les particularités de l'école secondaire publique qui accueille des clientèles plus démunies en mettant en place des mesures ciblées afin de diminuer les ratio élèves/prof dans ces milieux afin de favoriser la réussite.

Il faut s'assurer de ne plus laisser personne passer entre les fentes du système et ainsi permettre à des jeunes de sortir à 16 ans de leur parcours de formation sans avoir obtenu un diplôme. Il faut donc rehausser l'âge obligatoire de fréquentation scolaire ou d'obtention d'une formation qualifiante à 18 ans. Les mesures d'insertion adaptées aux adultes pourront prendre le relais afin de ne pas abandonner ces personnes à leur sort et leur permettre de contribuer activement à notre société.

Nous savons également que l'ouverture sur le monde de notre société est sans égale, bien qu'il y ait encore du chemin à parcourir afin de répondre efficacement aux défis que nous posent la mondialisation et l'intégration économique des Amériques. Il est essentiel que l'apprentissage d'une troisième langue, notamment l'espagnol, fasse partie intégrante de la formation au secondaire afin de contribuer à l'ouverture sur l'autre tant nécessaire dans notre société.

5. Santé

Un système de santé offrant des soins accessibles a toujours été l'une des priorités du Parti Québécois. Nous, les jeunes du Parti Québécois, considérons que cette accessibilité doit demeurer universelle et doit garantir des soins de qualité pour tous. Nous croyons que la médecine se doit d'être le plus près possible des personnes et de leurs besoins.

Par souci de rendre les soins à la fois plus efficaces et plus humains, nous proposons un nombre d'initiatives à la fois concrètes et cohérentes. Nous encourageons la création de groupes de médecine familiale. Nous estimons également qu'il est impératif de répondre rapidement à la demande accrue de soins à domicile et de pousser plus loin l'amélioration des services de première ligne.

En matière de santé, il nous faut développer chez les québécois un rapport de citoyen face à l'État et non seulement d'usager et ainsi favoriser une responsabilisation accrue, notamment à l'endroit

des coûts réels des services de santé. Nous proposons donc que les citoyens reçoivent une facture en blanc, suite à l'obtention de soins, afin de mieux informer la population du coût collectif de ceux-ci. C'est aussi par respect de ces citoyens que nous proposons de contrôler les coûts de l'assurance médicaments en révisant la liste des médicaments couverts pour y maintenir davantage de médicaments génériques, moins chers, mais tout aussi performants.

Nous sommes par ailleurs conscients que l'atteinte de nos objectifs passe par la réalisation de certains débats de société. C'est donc avec discernement que nous prendrons part au débat du financement de notre système de soins de santé dans le contexte du vieillissement de la population. Nous désirons en outre trouver des solutions durables à la pénurie de professionnels de la santé. Nous croyons que les médecins ont un rôle important à jouer dans la société de par les services qu'ils y rendent; en ce sens, nous refusons de les considérer comme des entrepreneurs. Les médecins de cliniques privées sont investis des mêmes responsabilités sociales que ceux qui tiennent le fort de nos urgences. Ils se doivent de prendre part aux efforts de planification visant à garantir à chacun les soins auxquels il a droit, et ce, pour l'ensemble du territoire. Finalement, l'instauration de passerelles facilitant l'intégration des professionnels immigrants à nos équipes ainsi que l'augmentation de l'accès à la formation au sein de nos universités constituent quelques-unes des pistes de solution préparant notre contribution à ces débats.

6. Famille

Les réalisations des gouvernements du Parti Québécois en matière de soutien aux familles sont sans précédent. Nous n'avons qu'à penser aux garderies à cinq dollars par jour et aux baisses d'impôt ciblées prioritairement pour les familles depuis 1994. Dans le contexte de baisse démographique que l'on connaît et prenant acte de l'évolution des besoins et des nouvelles réalités du marché du travail, nous souhaitons continuer dans cette voie et faire du Québec le meilleur endroit en Amérique du Nord pour y fonder une famille. Nous désirons, en mettant de l'avant des initiatives novatrices, contribuer à combler l'écart entre le nombre d'enfants souhaités et le nombre d'enfants qu'ont les familles du Québec.

Afin d'améliorer le soutien aux familles, nous croyons souhaitable de donner aux parents un large éventail de choix : choisir le milieu de garde de leurs enfants ou encore conserver

l'allocation en prenant soin de leurs petits à la maison. Les services de garde devront offrir des services plus flexibles et mieux adaptés aux horaires variables de certains parents. Nous aspirons également à l'amélioration des conditions de vie des parents devant concilier études et famille et nous encourageons les possibilités de réduction volontaire du temps de travail dans tous les milieux.

Nous proposons des mesures propres à la réalisation de nos objectifs telles que la réduction du fardeau fiscal comme élément de la politique familiale en abolissant la taxe de vente du Québec sur les produits pour enfant. De plus, nous appuyons la mise en place d'une politique québécoise de congés parentaux plus généreuse et mieux adaptée, couvrant aussi les travailleurs autonomes, financée à même les cotisations à l'assurance-emploi perçues par le gouvernement du Québec comme employeur.

7. Gouvernance et renouveau démocratique

Le Parti Québécois a fait ses preuves quant à l'idéal démocratique qui l'anime. Pourtant, malgré tous les changements à nos mœurs politiques, les citoyens, et tout particulièrement les jeunes, sont confrontés à un système politique que plusieurs jugent archaïque. Les processus démocratiques doivent être en mesure d'offrir la garantie aux citoyens que leurs idées et valeurs seront adéquatement représentées par leurs élus.

Pour nous, le parlementarisme britannique ne convient pas à l'expérience québécoise. Il est nécessaire de mettre de l'avant une réforme de notre mode de scrutin afin d'y ajouter des éléments de proportionnalité pour le transformer en système mixte afin que la voix des électeurs se fasse mieux entendre lors des élections, et ce, peu importe le lieu de résidence du citoyen.

Mais cette réforme du mode de scrutin ne peut en elle-même solutionner tous les problèmes. Il est en effet nécessaire de redonner sa place au législateur dans notre système de gouvernement, donc de revaloriser le rôle du député. Pour ce faire, il est nécessaire de procéder à une réforme de nos institutions parlementaires en s'inspirant du modèle républicain où il existe une différenciation claire entre l'exécutif et le législatif, notamment en permettant des votes libres.

Malgré les progrès, il reste encore du chemin à parcourir pour complètement assainir nos mœurs politiques. Il en va de la crédibilité de notre démocratie. Pour ce faire, nous proposons de

financer de façon intégrale les partis politiques par l'État pour s'assurer d'une transparence parfaite dans les objectifs et actions de ces derniers et de réduire au minimum l'influence de l'argent en politique.

Nous croyons également qu'une démocratie doit assurer et protéger l'exercice du droit de vote pour en assurer le respect et la qualité. Pour ce faire, il est nécessaire d'accroître les pouvoirs du DGE afin d'assurer l'étanchéité de la liste électorale et la protection contre les votes frauduleux.

Nous sommes convaincus de la pertinence pour le Québec de définir les principes fondamentaux guidant la vie démocratique et la protection des droits de tous les citoyens. En ce sens, les textes quasi-constitutionnels que sont la *Charte des droits et libertés de la personne* et la *Charte de la langue française* devraient inclure une formule spéciale de modification afin de consacrer leur caractère fondamental. Du même souffle, d'autres textes fondamentaux pourraient être adoptés afin d'assurer la mise en œuvre de la nécessaire modernisation des institutions démocratiques, principalement une Constitution québécoise en bonne et due forme qui créerait notamment une citoyenneté québécoise et qui reconnaîtrait les droits des minorités.

L'exercice de la gouvernance doit démontrer un souci constant de transparence et d'éthique. En ce sens, pour ce qui est de la fonction publique, il nous apparaît nécessaire de protéger les fonctionnaires pour leur permettre de divulguer toute malversation dont ils seraient témoins dans le cadre de leur travail (*whistleblowing*). L'État ne peut tolérer d'abus de fonds publics, la gestion rigoureuse de ces derniers étant une valeur sociale-démocrate qu'il nous importe de préserver.

8. Régions

Nous croyons que le Québec de demain sera fort de l'apport de chacune de ses régions. La viabilité économique et sociale des régions du Québec est un souci permanent pour le Parti Québécois. Comme la vitalité de la métropole ne saurait constituer à elle seule un gage d'enrichissement pour tout le Québec, des efforts singuliers devront être déployés pour assurer des chances égales de réussite pour tous, partout sur le territoire. Un des défis majeurs qui se pose pour le Québec est sans contredit celui de l'occupation du territoire. Avec le vieillissement accéléré de la population et surtout l'exode des jeunes que connaissent les régions du Québec, le dynamisme de ces dernières en est indubitablement affecté. De plus, les problématiques liées à

l'essoufflement du secteur de l'exploitation des ressources naturelles rendent encore plus difficile cette équation entre la préservation des acquis et le développement futur.

Les régions-ressources doivent obtenir une attention particulière des décideurs québécois. L'État doit demeurer un puissant vecteur d'investissement et de support aux initiatives des communautés. Le gouvernement du Parti Québécois a su démocratiser le développement régional grâce à la Politique de développement local et régional dont résulte notamment la création des centres locaux de développement (CLD), des centres locaux d'emploi (CLE) et des centres régionaux de développement (CRD). Ces efforts ont également porté sur la jeunesse à travers la création des Carrefours jeunesse-emploi (CJE) destinés à améliorer l'insertion des jeunes en emploi dans leur milieu, ce à quoi s'ajoutent des mesures particulières en matière de fiscalité et d'efforts importants, comme c'est le cas en Gaspésie avec le Plan de relance. Grâce à ces mesures, les régions sont beaucoup mieux habilitées à prendre en main leur développement.

Il faut poursuivre nos efforts, notamment par la décentralisation des pouvoirs, en s'inspirant des travaux du Livre vert sur la décentralisation paru en 1995, adopter une philosophie d'action politique asymétrique de développement régional en fonction des réalités particulières de chacune des régions, octroyer davantage de responsabilités aux instances locales telles les CLD, les CLE et les CRD, revoir la formule de financement des institutions postsecondaires situées en région afin de tenir compte de leur rôle important de moteur de formation, de recherche et de développement, établir un plan de sauvegarde des services éducatifs et de santé en milieu rural. Finalement, il faut envisager la création d'une chambre élue des régions.

9. Environnement et développement durable

Bien que le Québec soit en bonne position pour atteindre les objectifs fixés par la ratification du protocole de Kyoto, plusieurs changements restent nécessaires pour faire du Québec un État vert. Néanmoins, des mesures gouvernementales ont été mises en place, comme la réglementation sur l'application des pesticides et la mise en place du Plan d'action québécois sur la gestion des matières résiduelles 1998-2008.

Le Québec doit devenir un leader mondial en matière d'environnement. Le véritable défi pour atteindre cet objectif repose sur la conscientisation des citoyens. C'est d'ailleurs pourquoi nous

croyons que la tenue d'États généraux sur l'environnement doit être l'occasion de permettre aux citoyens d'exprimer leur vision d'une « collectivité verte ».

Nous devons dès maintenant prendre des mesures afin de respecter le protocole de Kyoto. Parmi les changements à entreprendre, une réflexion s'impose, notamment sur des mesures permettant aux citoyens d'obtenir un reçu permettant la déduction du coût d'achat des titres mensuels de transport en commun, l'imposition d'une taxe environnementale aux acheteurs de véhicules consommant plus de 10 litres par 100 km afin de décourager la prolifération de ces mastodontes pollueurs ou encore la mise en place d'un prix plancher à l'enfouissement des déchets afin de favoriser le développement de nouvelles méthodes de recyclage des matières résiduelles. Enfin, le gouvernement doit avoir un commissaire au développement durable qui veillera à ce que chaque loi et politique gouvernementale respecte des critères spécifiques de développement durable.

10. Le Québec dans le monde à l'heure de la mondialisation

Malgré le fait que l'effervescence autour de l'enjeu de la mondialisation demeure, on note, depuis environ un an, un essoufflement de la vague de contestations. Le ralentissement économique mondial, mais surtout la difficulté des anti-mondialistes à offrir des solutions cohérentes et crédibles à la mondialisation néolibérale expliquent cette stagnation du mouvement. Selon nous, cela ouvre la voie au Parti Québécois pour consolider son discours critique, mais constructif, sur la mondialisation, d'autant plus que les questions internationales sont boudées par les libéraux et les adéquistes, trop préoccupés par leurs ambitions provinciales pour le Québec.

Par exemple, nous croyons qu'il existe une adéquation entre l'idéal de proximité des groupes qui demandent une autre mondialisation et celui des souverainistes québécois, c'est-à-dire qu'il faut entre les lieux de prise de décision et les citoyens un relais essentiel qu'est l'État, un État qui assurera le respect des droits de la personne, une certaine redistribution de la richesse, la protection de l'environnement et de la diversité culturelle. En même temps, il faut garder à l'esprit que l'accès au marché américain a été une source de croissance et de richesse pour la société québécoise.

Dans ce contexte, il nous faut un discours à l'image d'une formation politique à la fois partisane du libre-échange et de la solidarité sociale qui concilie la création et la redistribution de la richesse. Bref, un discours loin des pièges idéologiques de la droite comme de la gauche. En s'opposant au chapitre 11 de la ZLÉA, le Parti Québécois a posé un geste audacieux qui devra tracer la voie à d'autres gestes de même nature. Les membres du Comité national des jeunes du Parti Québécois estiment que notre formation politique devrait également se prononcer officiellement en faveur d'un référendum sur la zone de libre-échange des Amériques et adopter une loi sur le commerce équitable inspirée par le projet de label social belge actuellement à l'étude.

* * *

Le Parti Québécois doit construire la souveraineté pour faire gagner le Québec jusqu'à ce qu'il se dote de tous les leviers propres aux véritables nations. Le Parti Québécois doit passer d'un débat souvent incantatoire à des actions concrètes pour démontrer l'utilité réelle de la souveraineté du Québec. Les principes et les perspectives d'action exposés précédemment vont donc contribuer à mettre en œuvre notre projet de société. Plus encore, si cette démarche devait être confrontée à un blocage ou à une crise causé par les limites d'un fédéralisme canadien réducteur, cela ouvrira une fenêtre sur la souveraineté. C'est au Parti Québécois que reviendra la tâche de convaincre les citoyens d'emprunter cette même ouverture.

Nous croyons aussi que l'on doit, pour l'avenir, emprunter une nouvelle avenue référendaire. Afin de mobiliser nos troupes et d'extirper le Parti Québécois du débat stérile, ésotérique et entretenu par les médias sur la date du prochain référendum, il serait salutaire que la demande pour la tenue d'un prochain référendum vienne directement de la population québécoise. En empruntant la formule des initiatives populaires, les souverainistes profiteraient d'une légitimité accrue pour tenir un référendum et désamorçeraient rapidement l'argument fédéraliste qui affirme que la population ne veut rien savoir de ce débat. En ouvrant un registre public, en délimitant cet exercice dans le temps et en fixant un nombre de signatures à atteindre pour enclencher le processus référendaire, le Parti Québécois remettrait l'initiative entre les mains des souverainistes. Par ce geste courageux, notre formation politique rendrait encore plus démocratique un projet qui l'est déjà beaucoup.

Il ne faut pas attendre passivement l'apparition subite et inexplicée des « conditions gagnantes ». La souveraineté du Québec ne peut être que le produit d'un dur labeur, le résultat d'une série de gestes et d'actions qui ont un véritable impact dans la vie des citoyens. Nous estimons qu'en bâtissant la souveraineté, les souverainistes seront en mesure de surpasser la sclérose que la population associe désormais, à tort ou à raison, au débat sur la question nationale. En construisant la souveraineté, le Parti Québécois se rapprochera inexorablement de son objectif tout en faisant progresser le Québec, et ce, en faisant profiter aux Québécois des avantages de la maîtrise de leur destin.